

Contre

Didier Rykner, l'historien d'art qui a déclenché la polémique.



Pour

Nathalie Obadia, vice-présidente du Comité professionnel des galeries d'art.



Faut-il exporter le

Le projet d'implanter à Abou Dhabi (Emirats arabes unis) un musée sous le label Louvre crée la polémique. Ses partisans se félicitent du rayonnement culturel de la France ; ses détracteurs dénoncent la logique économique. Confrontation

● PROPOS RECUEILLIS PAR ANNICK COLONNA-CÉSARI

Depuis son annonce, le projet d'implanter un musée labélisé Louvre dans l'émirat d'Abou Dhabi n'a cessé de susciter la polémique. La France va-t-elle véritablement « vendre son âme », comme l'affirment les détracteurs de cette opération?

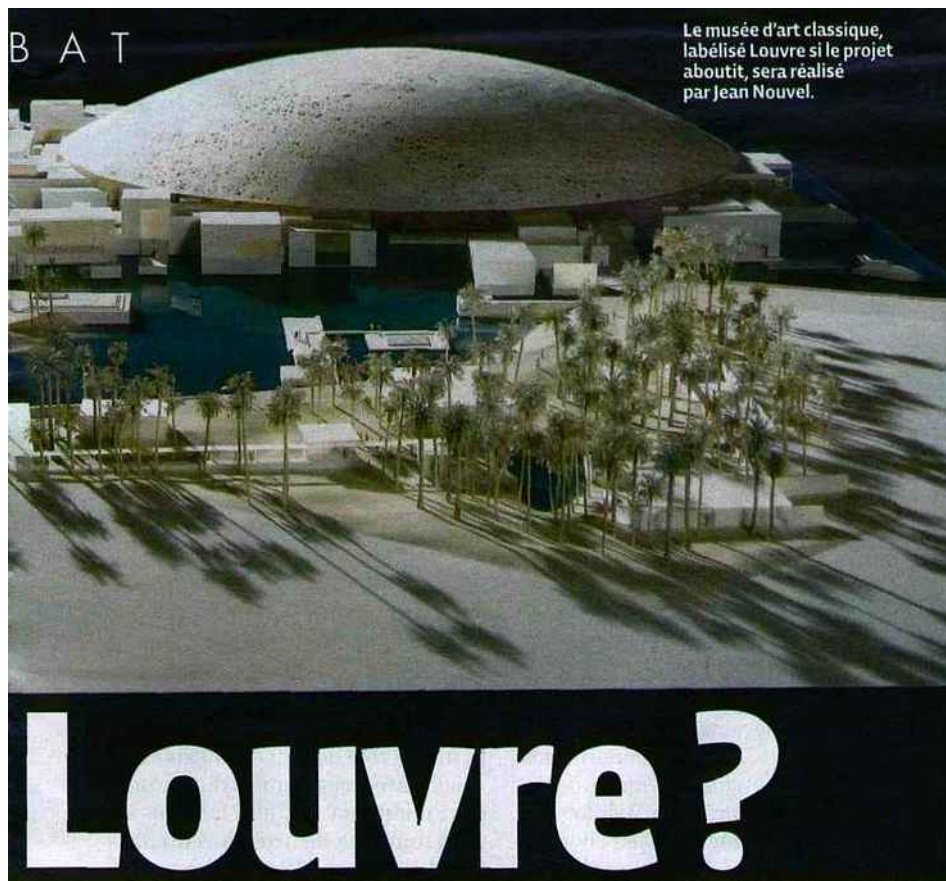
Didier Rykner : L'organisation classique des expositions repose sur un système d'échanges gratuits. Un jour, le MoMA [Museum of Modern Art] de New York prête un tableau de Rauschenberg, en contrepartie, le Centre Pompidou lui prêterait, plus tard, un Picasso. Chacun y trouve son compte. Ce qui se passe à Abou Dhabi est tout le contraire. On veut y organiser des déplacements d'œuvres très impor-

tantes, non pour des raisons esthétiques mais pour des motifs financiers et diplomatiques. La France a beaucoup d'intérêts économiques et politiques dans cette région du monde et gagnera quelque 700 millions d'euros dans cette opération.

Nathalie Obadia : Je ne comprends pas pourquoi il est scandaleux qu'un musée prête ses œuvres et se fasse payer, à condition, bien sûr, que cela se fasse dans un cadre précis. Dans le cas d'Abou Dhabi, l'Etat français reste propriétaire des œuvres, puisqu'il les récupère une fois les expositions achevées. Il ne s'agit pas de vendre nos collections publiques. Et les 700 millions d'euros dont vous parlez permettront d'enrichir notre propre patrimoine.

Les partisans de ce projet soulignent que l'opération contribuera au rayonnement de la France à l'étranger. Qu'en pensez-vous ?

N. O. : Je suis d'accord. C'est une reconnaissance de notre patrimoine, de notre culture, de notre savoir-faire, et aussi de la qualité de nos experts, puisque des conservateurs français seront appelés, non seulement à élaborer des expositions, mais aussi à aider les Emiriens à constituer une collection pour leur musée. Le train est de toute manière en marche. D'autres pays sont susceptibles de répondre à cette demande. Si ce n'est pas le Louvre, ce sera l'Ermitage de Saint-Pétersbourg ou la National Gallery de Londres. Autant voir la France l'emporter. A l'ère de la mondialisation,



Le musée d'art classique, labélisé Louvre si le projet aboutit, sera réalisé par Jean Nouvel.

Rappel des faits

2005

L'émirat d'Abou Dhabi lance un projet d'aménagement de l'île de Saadiyat avec ports de plaisance, terrains de golf, salles de concerts, de spectacles et quatre musées. La Fondation Guggenheim et le Louvre sont contactés.

Juillet 2006

Un accord portant sur 400 millions de dollars est conclu avec la Fondation Guggenheim. Le dossier français est toujours en discussion. Un des points importants stipule que, durant vingt ans, des conservateurs auront la charge d'assurer les expositions. Sous le label Louvre, un pôle de musées nationaux et territoriaux, tels le Centre Pompidou, les musées Guimet, du Quai Branly, d'Orsay et le château de Versailles, participera à l'opération.

13 décembre 2006

Intitulée « Les musées ne sont pas à vendre », une violente tribune publiée dans *Le Monde*, signée par Françoise Cachin, ancienne directrice des Musées de France, met le feu aux poudres.

14 décembre

Une pétition hostile au projet est lancée sur le site Internet *Latribunedelart.com*, dont Didier Rykner est le responsable. Jusqu'à présent, elle a recueilli 4 000 signatures, dont 180 émanant de conservateurs.

22 décembre

Francine Mariani-Ducray, actuelle directrice des Musées de France, répond par une nouvelle tribune dans *Le Monde* en défendant le projet.

20 janvier 2007

Le Comité français d'histoire de l'art, réunissant à Paris 550 historiens d'art, conservateurs et chercheurs, se « félicite de l'élargissement des collaborations internationales dans le domaine des musées, en particulier avec les pays non occidentaux », mais entend exprimer ses préoccupations.

29 janvier

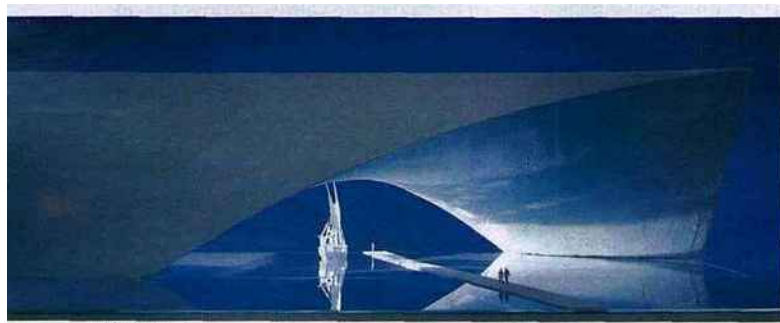
Michel Laclotte, ancien président du Louvre, expose ses inquiétudes à l'égard du projet.

nous sommes plus que jamais soumis à la concurrence.

Ce projet est âprement défendu par le ministre de la Culture, Renaud Donnedieu de Vabres, et par l'ensemble du gouvernement. Il a même obtenu l'adhésion de Jack Lang, pourtant d'un autre bord politique. Être contre ne relève-t-il pas d'un combat d'arrière-garde ?

D. R. : Les signataires de la pétition que j'ai lancée sur Internet (*latribunedelart.com*) ne sont pas des réactionnaires, comme on veut le faire croire. Il y a des jeunes et des moins jeunes, certains sont de droite, d'autres, de gauche. Le Parti socialiste s'est rangé à l'avis de Jack Lang, alors que le Mouvement des jeunes socialistes a, lui,

exprimé son désaccord. Car cette question transcende les clivages politiques. Moi, je pense que toute évolution n'est pas bonne à suivre. Je n'adhère pas à cette logique de musée-entreprise. Je n'ai rien contre l'argent et je suis favorable au mécénat. La marchandisation des œuvres en tant que telle me paraît, en revanche, inquiétante. Ces dernières années, le système d'élaboration des expositions que j'évoquais s'est déjà trouvé perverti. Parce que les « expositions payantes », celles qu'un musée réalise et livre clefs en main à un autre, se sont développées. Si des projets sur le modèle d'Abou Dhabi se répandent, ce sera encore pire. ●●●



Le futur « district culturel » de l'île de Saadiyat comprendra notamment quatre musées. A g., la maquette du musée d'art maritime, qui sera conçu par le japonais Tadao Ando.



Consacré à l'art contemporain, le Guggenheim Abu Dhabi sera réalisé par l'Américain Frank Gehry. A dr., le centre de spectacles, composé de cinq théâtres et d'un Opéra. Sa construction a été confiée à la Britannique d'origine irakienne Zaha Hadid.

●● *N'est-ce pas là un scénario catastrophe ?*

D. R. : Absolument pas. Il y aura des antennes de musées partout, avec des expositions qui ne répondent à aucun propos réunissant des œuvres qui ne cesseront de voyager. Comment les conservateurs du Louvre se débrouilleront-ils entre les habituels accrochages à Paris et ceux de l'étranger, les manifestations se déroulant dans son antenne de Lens, actuellement en construction, et les quatre expositions qui auront lieu chaque année à Abu Dhabi ? Les réserves ne sont pas inépuisables. Au passage, on oublie les œuvres, qui sont, par essence, fragiles. Elles souffrent. On ne les transporte pas sans risque. Certaines ne suppor-

tent même plus les déplacements. Le problème est d'autant plus grave que ce sont souvent les mêmes qui tournent. Ils ont beau être nombreux, les chefs-d'œuvre ne se multiplient pas. Et on peut imaginer que, dans le cas de ces prêts payants, ils seront les plus convoités. Le Caravage fait partie des artistes très demandés. Certains de ses tableaux ont voyagé jusqu'à six fois ces dix dernières années. Le jeu en vaut-il la chandelle ? La question se pose surtout si on regarde la configuration d'Abu Dhabi. Cet émirat ne compte que 700 000 habitants. Le Louvre, lui, a accueilli 8,3 millions de visiteurs en 2006. La culture n'est-elle pas destinée au plus grand nombre ?

N. O. : On ne peut pas réduire Abu Dhabi au nombre de ses habitants. C'est surtout une plate-forme qui attire les populations arabes des environs, des Européens, des Américains, des Asiatiques et qui, comme Dubaï, est appelée à se développer.

D. R. : Le rôle de l'Etat français est-il d'aider au développement du tourisme des Emirats arabes unis ? Qui plus est d'un tourisme de luxe dans un pays loin d'être un modèle de démocratie. J'ajoute qu'Abu Dhabi n'est pas une destination très sûre. Un musée occidental dans cette région constituera une cible privilégiée pour le terrorisme.

N. O. : La situation peut s'améliorer et la culture est là pour contribuer à cette amélioration. La tendance de certains territoires est au repliement. Ce n'est pas le cas d'Abu Dhabi. Comment ne pas se réjouir de voir l'Orient se tourner vers l'Occident ? Si des pôles culturels, plus ouverts, commencent à s'implanter là-bas, cela peut donner des idées à d'autres.

D. R. : Mais il ne s'agit pas d'un véritable dialogue de cultures. La nudité pose problème dans les pays musulmans. Or, elle est, avec la religion, l'un des fondements de l'art occidental. Quelles œuvres prêtera-t-on ? Renaud Donnedieu de Vabres a trouvé une formule, nouvelle en histoire de l'art, pour répondre à la question : la France prêtera des « nus calmes ».

N. O. : C'est en commençant par exposer certains tableaux qui paraissent licencieux que les mentalités évolueront. Ce projet est préférable à l'obscurantisme ou au néant. Voir des musées s'ouvrir ne peut qu'être source d'optimisme. ●

Propos recueillis par Annick Colonna-Césari

Abu Dhabi choisit ses architectes

Les plans et maquettes du « district culturel » de l'île de Saadiyat (île du bonheur, en français) ont été dévoilés le 31 janvier à Abu Dhabi, en présence des architectes concernés. L'Américain Frank Gehry a été choisi pour réaliser le GAD (Guggenheim Abu Dhabi), consacré à l'art contemporain, le Japonais Tadao Ando a pris en main le musée d'art maritime, et la Britannique d'origine irakienne Zaha Hadid a conçu un centre de spectacles composé de cinq théâtres et d'un Opéra. Seul absent : Jean Nouvel. C'est lui qui réalisera le fameux musée d'art classique, objet, en France, de tant de polémiques. Renaud Donnedieu de Vabres, retenu à Paris, ne faisait pas partie des officiels réunis autour du prince héritier, le cheikh Mohammed ben Zayed al-Nahyan.



Abu Dhabi, le 31 janvier. Le cheikh Mohammed ben Zayed al-Nahyan (au centre), entouré des architectes retenus pour le projet. A dr., Michel Pelissier, le représentant de Jean Nouvel.

Pourtant, à l'ambassade des Emirats arabes unis à Paris, on pensait le ministre en partance pour Abu Dhabi. Il faut dire que, côté français, l'annonce de cette conférence de presse n'avait guère été ébruitée. Au musée du Louvre, on semblait même l'ignorer. « Nous avons répondu à une commande qui venait directement des Emirats, sans jamais avoir été en contact avec le Louvre, explique Hala Warde, architecte travaillant auprès de Jean Nouvel » ● **A. C.-C.**